

La mission de l'université est éminemment politique

OPINION



ANNE EMERY-TORRACINTA
CONSEILLÈRE D'ÉTAT - GENEVE, DÉPARTEMENT
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
DE LA FORMATION ET DE LA JEUNESSE

Quand la cohésion vole en éclats, c'est la coexistence pacifique elle-même qui s'en trouve menacée

En 1893, lorsqu'il emploie pour la première fois le terme de «cohésion sociale», Durkheim la conçoit comme l'illustration du bon fonctionnement d'une société où se manifestent la solidarité entre individus et la conscience collective. En d'autres termes, la cohésion ne se limite pas à une forme de coexistence pacifique. Pour qu'il y ait cohésion, il faut un accord partagé sur ce qu'est la réalité. Il faut que les membres d'une société soient d'accord sur les traits fondamentaux de leur monde commun et qu'ils en partagent les valeurs. De plus, il ne peut y avoir de cohésion sans un minimum d'égalité: quand les conditions de vie connaissent des écarts trop importants, la cohésion s'effiloche car la réalité des uns n'est alors plus celle des autres.

En ce sens, le contexte très particulier que nous avons vécu ces derniers mois doit nous interpeler. La sidération qui nous a tous saisis au printemps s'est accompagnée dans un premier temps tout à la fois d'une grande confiance dans les autorités et d'une forme de solidarité renforcée face à l'adversité. L'humanité confinée semblait être redevenue un grand village, moins individualiste, où le plus jeune n'hésitait pas, par exemple, à faire les courses pour son voisin plus âgé. Comme si chacun avait compris que la fragilité intrinsèque de l'être humain ne pouvait être dépassée que par l'entraide et la solidarité.

Reste qu'avec le retour d'une situation plus normale, cette solidarité retrouvée semble s'être vite estompée. On peut bien sûr mentionner ces centaines, puis ces milliers de personnes faisant la queue chaque samedi de longues heures durant pour un sac de nourriture d'une valeur de 20 francs. Les images de ces interminables files d'attente dans une des régions les plus riches du monde ont bouleversé nos concitoyens. Et pourtant, malgré l'urgence sociale, cela n'a pas empêché le lancement d'un référendum contre le projet de loi visant à octroyer une aide financière à ces personnes, sachant que l'attente du vote populaire bloque de fait tout versement dans l'immédiat.

Je peux également mentionner cette lettre de lecteur parue en juin dans un quotidien genevois. Rédigée pourtant par un éminent professeur de médecine, voilà qu'elle s'interrogeait sur le coût des vies humaines sauvées ce printemps.

Quelques règles de trois à l'appui, elle nous expliquait que chaque vie sauvée avait coûté 3270000 francs et que, compte tenu de l'âge moyen des personnes décédées, on arrivait à un coût de 487000 francs par année de vie gagnée. Conclusion de son auteur: «En mars, quand le nombre de nouveaux cas de covid triplait tous les quatre jours, on n'avait pas le choix. Mais dans l'hypothèse d'une deuxième vague importante, il faudrait réfléchir à deux fois.»

Je dois vous avouer que ces considérations m'ont choquée. Non pas qu'il ne faille pas s'interroger sur les choix opérés par les autorités pour faire face à la pandémie: il est juste et sain de le faire. Mais ces considérations m'ont choquée parce qu'elles m'ont rappelé ces exercices d'arithmétique donnés aux élèves allemands des années 1930 où on leur faisait calculer les coûts engendrés par les personnes handicapées se trouvant dans ce qu'on appelait alors des asiles et combien de familles allemandes bien portantes on aurait plutôt pu nourrir avec les mêmes sommes.

Tous ces exemples doivent nous permettre une prise de conscience: dans nos sociétés, le lien social est parfois ténu et la cohésion plus fragile qu'on ne pourrait l'imaginer. Enfin, il me semble

que d'autres évolutions du monde actuel portent également à l'inquiétude. Je pense notamment à ce qu'on appelle la «post-vérité», qui nous mène à la fin de la croyance en un monde commun, objectif et partagé. En effet, quand nous ne sommes plus d'accord sur les faits, quand nous ne sommes plus d'accord sur la manière de les analyser ou quand nous ne supportons plus de les exposer à l'analyse critique, il n'est plus possible de parler de cohésion.

Que l'on parle du climatoscepticisme, des origines du covid, du mouvement anti-vaccin ou anti-masque, du refus de prendre en compte les faits ou les statistiques, la vague actuelle d'anti-scientisme dissout tout à la fois la croyance partagée dans la solidité d'un monde commun et le débat public argumenté. De plus, en alimentant les théories complotistes, elle fragilise nos démocraties. Car lorsque le dialogue n'est plus possible, les différends se règlent par la violence.

En ce sens, la situation des Etats-Unis est inquiétante, tendue à l'extrême par des fronts antagonistes qui n'arrivent plus à se parler car l'un des camps a renoncé à l'argument et l'analyse factuelle. Cela doit nous mettre en garde: quand la cohésion vole en éclats, c'est la coexistence pacifique elle-même qui s'en trouve menacée.

Dans ces conditions, les institutions du savoir – les écoles, les universités, les HES – ont un rôle cardinal à jouer: celui de gardiennes de la différence entre le fait et la fiction. Plus les méthodes d'analyse et de discussion rigoureuses enseignées dans les écoles et les hautes écoles seront répandues, moins les «faits alternatifs» auront de prise sur nous, car nous saurons décortiquer et débusquer les délires des complotistes. Plus cet enseignement commencera tôt, plus les futurs citoyens seront entraînés à résister aux manipulations et à la propagande. Plus cet enseignement sera ambitieux, plus nous favoriserons la cohésion sociale.

Dans ce sens, la mission de l'université est éminemment politique. Politique non pas au sens partisan du terme, mais parce qu'elle doit nous aider à «faire cité», c'est-à-dire à constituer ensemble une communauté politique pacifique soudée par la reconnaissance d'un monde commun et par l'échange rationnel d'arguments. C'est, vous l'aurez compris, une mission essentielle. ■